



Raymond Chabot
Grant Thornton



Cadre financier 2014-2018 de la Municipalité de Chelsea

Rapport final

12 mai 2014

Nicolas Plante

Associé

T 514 954-4633

C plante.nicolas@rcgt.com

Chaim Colman

Conseiller principal

T 514 878-2691

C colman.chaim@rcgt.com



Raymond Chabot Grant Thornton

Le 12 mai 2014

Madame Caryl Green
Maire
Municipalité de Chelsea
100, chemin Olid Chelsea
Chelsea (Québec) J9B 1C1

N/R : 496088-009

Objet : Cadre financier 2014-2018

Madame,

C'est avec plaisir que nous vous présentons notre rapport relatif au mandat mentionné en objet.

Étendue du travail

Ce rapport d'analyse présente, dans un premier temps, les résultats financiers historiques de la Municipalité de Chelsea (ci-après la « Municipalité » ou « Chelsea »). Ces analyses nous permettent d'établir ensuite les hypothèses nécessaires à la préparation d'un cadre financier couvrant l'horizon 2014-2018. En fonction des principes financiers énoncés par la Municipalité, des stratégies fiscales sont proposées afin de favoriser l'atteinte des cibles fixées par le conseil.

Raymond Chabot Grant Thornton & Cie
Société en nom collectif
Membre de Grant Thornton International

Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue de La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L8

Téléphone : 514 878-2691
Télécopieur : 514 878-2127
www.rcgt.com

Veillez prendre note que les hypothèses ont été validées avec la Municipalité et que des changements à celles-ci dans le futur entraîneraient des modifications aux résultats de nos analyses.

Contact

Pour toute information supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec M. Nicolas Plante au 514 954-4633.

Veillez agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Société en nom collectif
Conseillers en administration
Nicolas Plante, associé

Tables des matières

Section	Page
1. Introduction	4
2. Analyse financière historique	7
3. Cadre financier	21
4. Conclusion	32
Annexes	34

Section 1

Introduction

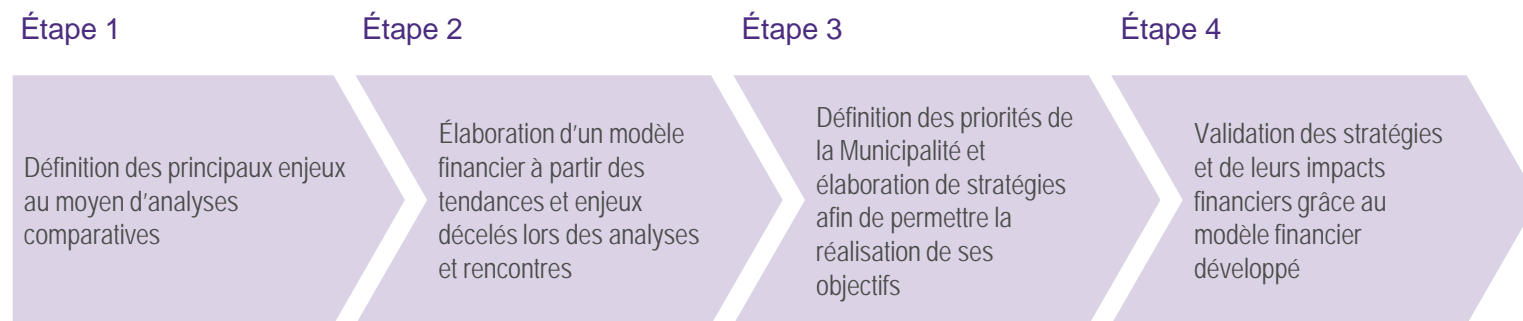
1. Introduction
2. Analyse financière historique
3. Cadre financier
4. Conclusion

Plan du rapport

Présentation de la démarche	Présentation des principales activités effectuées pour la réalisation du plan financier stratégique 2014-2018 <ul style="list-style-type: none">• Objectifs de la démarche• Principales activités réalisées• Biens livrables
Analyse financière historique	Analyse des résultats financiers de la Municipalité <ul style="list-style-type: none">• Évolution des revenus et des dépenses• Évolution de l'endettement• Évolution du fardeau fiscal
Cadre financier	Établissement d'un cadre financier pour l'horizon 2014-2018 <ul style="list-style-type: none">• Projection des revenus, des dépenses et des investissements• Évolution du fardeau fiscal• Évolution de la santé financière de la Municipalité
Conclusion	Optimisation du cadre financier <ul style="list-style-type: none">• Principes financiers et stratégies

Démarche

Planification financière stratégique à long terme



Enjeux de la gestion financière municipale

Les municipalités doivent concilier différents enjeux lors de leur planification financière :

- Renouvellement et maintien des infrastructures;
- Offre de services attrayante pour les citoyens;
- Fiscalité compétitive pour soutenir le développement économique;
- Respect de la capacité de payer des citoyens.

Pour faciliter la planification financière à long terme, les élus et gestionnaires doivent se doter d'une compréhension commune des priorités et enjeux de leur municipalité ainsi que de leurs impacts financiers.

Objectifs d'un cadre financier

L'établissement d'un cadre financier permet de faire ressortir les liens de cause à effet entre les coûts d'exploitation, les investissements et leurs impacts sur l'endettement et le compte de taxes des citoyens.

Le cadre financier est un outil qui permet aux décideurs :

- d'élaborer des stratégies fiscales optimales;
- de diminuer les impacts des décisions d'investissement sur le fardeau fiscal des citoyens;
- d'assurer une gestion rigoureuse des deniers publics à moyen terme.

La démarche de planification financière stratégique permet de concevoir un outil dynamique qui met en relation les priorités de la Municipalité et leurs impacts financiers.

Section 2

Analyse financière historique

1. Introduction
2. Analyse financière historique
3. Cadre financier
4. Conclusion

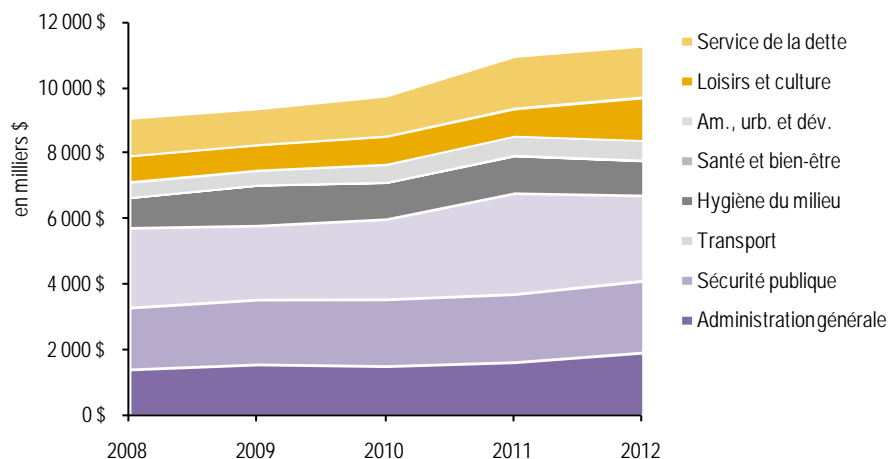
Principaux constats

Éléments clés	Constats
Dépenses	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation annuelle moyenne de 5,6 % entre 2008 et 2012, ce qui est cohérent avec les orientations contenues dans la « Planification financière 2009-2018 ».
Investissements et financement	<ul style="list-style-type: none"> • Entre 2008 et 2012, la Municipalité a fait des investissements importants totalisant 22,5 M\$, qui n'ont pas été totalement financés; • La principale source de financement sur la période 2008-2012 pour la partie financée (6,9 M\$) a été l'endettement : <ul style="list-style-type: none"> – 66,5 % financé via endettement, dont 94 % étant de la dette assumé par l'ensemble des contribuables et 6 % par une partie (dette de secteur); – 18,6 % financé via des subventions/revenus d'investissement; – 14,9 % financé via des affectations (de surplus, etc.); • L'endettement total net à long terme par habitant est passé de 1 675 \$ en 2008 à 2 720 \$ en 2011, soit une augmentation annuelle moyenne de 12,9 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de la MRC et de la province; • Le pourcentage de service de la dette a augmenté de façon importante depuis 2008, soit un gain de 1,1 % sur le budget de la Municipalité, ce qui est en lien avec le niveau d'investissement contenu dans la « Planification financière 2009-2018 ».
Revenus	<ul style="list-style-type: none"> • Les revenus ont progressé de 7,7 % entre 2008 et 2012, ce qui est plus rapide que la progression des dépenses (excluant le service de la dette) sur la même période.
Fardeau fiscal	<ul style="list-style-type: none"> • La variation annuelle moyenne du fardeau fiscal est de 4,0 % pour le secteur résidentiel et de 8,2 % pour le secteur commercial.

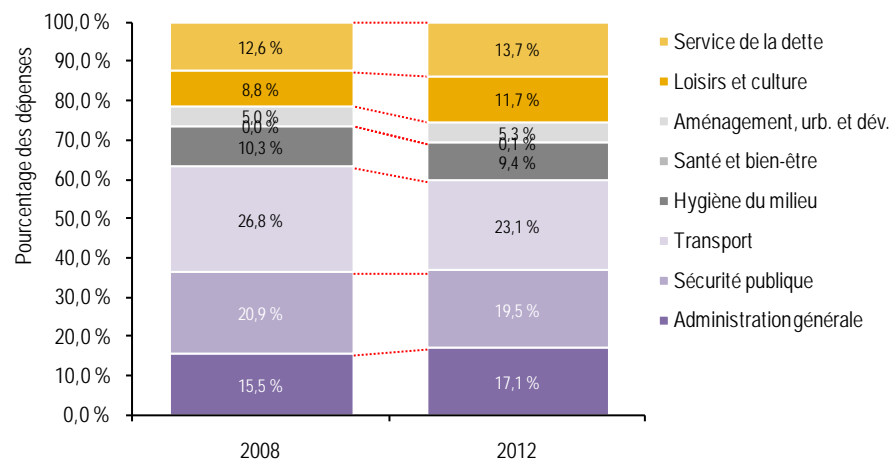
En somme, la Municipalité a respecté sa « Planification financière 2009-2018 » sur la période 2008-2012, contrôlant l'augmentation du fardeau fiscal résidentiel à 4,0 % par année.

Évolution des dépenses – analyse par fonction

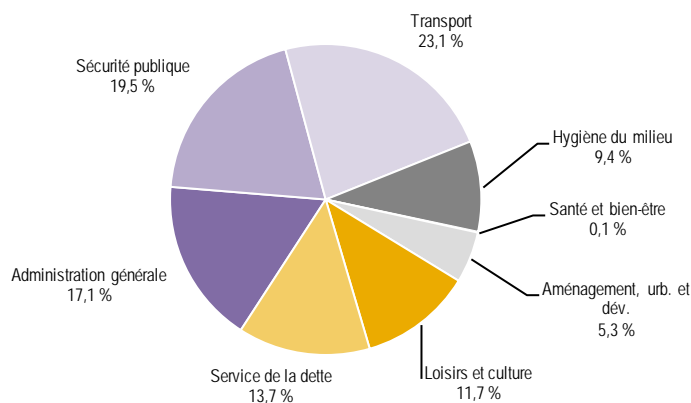
Évolution des dépenses – analyse par fonction



Évolution de la répartition des dépenses – analyse par objet



Répartition des dépenses par fonction – 2012



Constats

- Augmentation annuelle moyenne des dépenses de 5,6 % entre 2008 et 2012, ce qui est cohérent avec les orientations contenues dans la « Planification financière 2009-2018 », soit une augmentation annuelle de la plupart des dépenses de l'ordre de 4,5 % et de 5,6 % pour la quote-part à la MRC;
- Les variations les plus importantes ont été dans les fonctions suivantes :
 - Dépenses de loisirs et culture : augmentation annuelle moyenne de 13,4 % et part du budget passant de 8,8 % en 2008 à 11,7 % en 2012;
 - Administration générale : augmentation annuelle moyenne de 8,2 % et part du budget passant de 15,5 % en 2008 à 17,1 % en 2012;
 - Service de la dette : augmentation annuelle moyenne de 7,8 % et part du budget passant de 12,6 % en 2008 à 13,7 % en 2012.

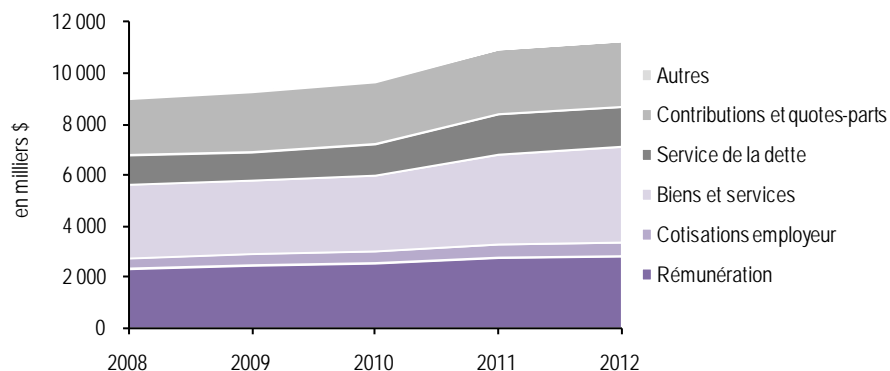
Sources : Rapports financiers MAMROT 2008-2012, Municipalité de Chelsea
 Note : Les dépenses excluent l'amortissement

Évolution des dépenses – analyse par objet

Évolution de la répartition des dépenses – analyse par objet



Évolution des dépenses – analyse par objet



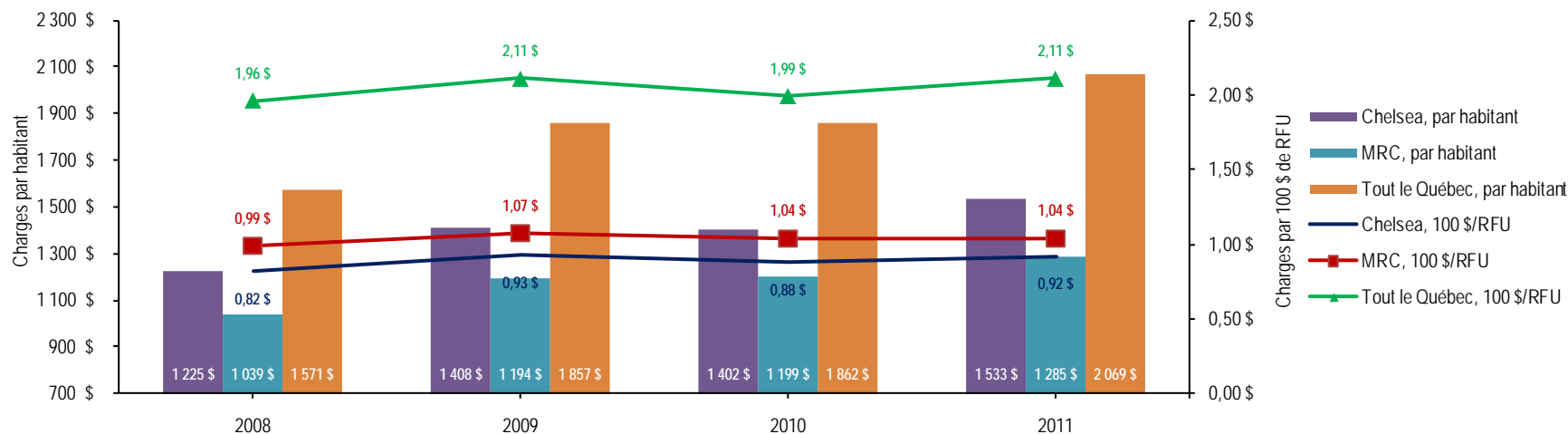
Constats

- Ce sont les biens et services ainsi que le service de la dette qui ont augmenté de façon plus importante que les autres objets de dépenses, faisant diminuer la part des contributions et quotes-parts :
 - Biens et services : 32,0 % en 2008 vs 33,4 % en 2012, soit une augmentation de 1,4 %;
 - Service de la dette : 12,6 % en 2008 vs 13,7 % en 2012, soit une augmentation de 1,1 %;
 - Contributions et quotes-parts : 24,6 % en 2008 vs 22,9 % en 2012, soit une diminution de 1,7 %.

Sources : Rapports financiers MAMROT 2008-2012, Municipalité de Chelsea
 Note : Les dépenses excluent l'amortissement

Évolution des dépenses – analyse comparative

Évolution de la répartition des dépenses – analyse par objet



Constats

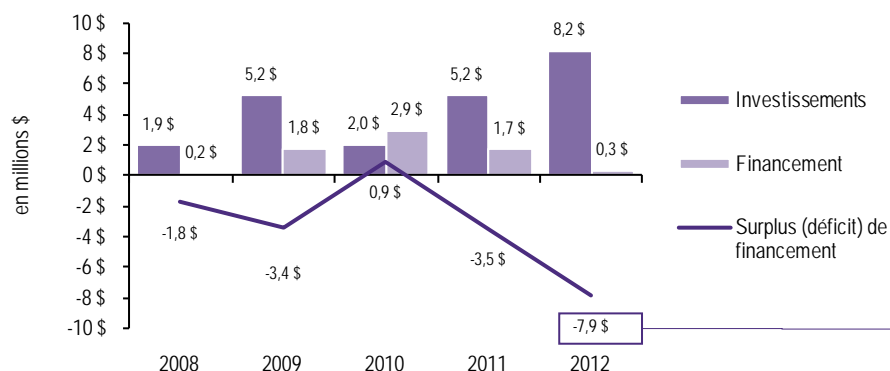
- Les dépenses par 100 \$ de RFU sont demeurées relativement stables entre 2009 et 2011, tant à Chelsea que dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais et dans tout le Québec;
- Les augmentations annuelles moyennes des dépenses par habitant entre 2009 et 2011 sont les suivantes :
 - Chelsea : 4,3 %
 - MRC : 3,7 %
 - Tout le Québec : 5,6 %
- L'augmentation des dépenses par habitant de Chelsea a été inférieure à la moyenne provinciale mais supérieure à celle dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais.

Sources : Profils financiers MAMROT 2009-2012 (données des rapports financiers 2008-2011)
 Note : Les charges nettes d'une municipalité correspondent à ses charges (incluant l'amortissement) diminuées des revenus qu'elle perçoit pour les services rendus aux organismes municipaux. Les données de 2008 n'incluent pas l'amortissement.

Sur une base par 100 \$ de RFU, les dépenses de Chelsea sont inférieures à celles de la MRC et de la moyenne du Québec; sur une base par habitant, elles sont supérieures à la MRC mais inférieures à la moyenne québécoise.

Investissements et financement

Investissements et financement

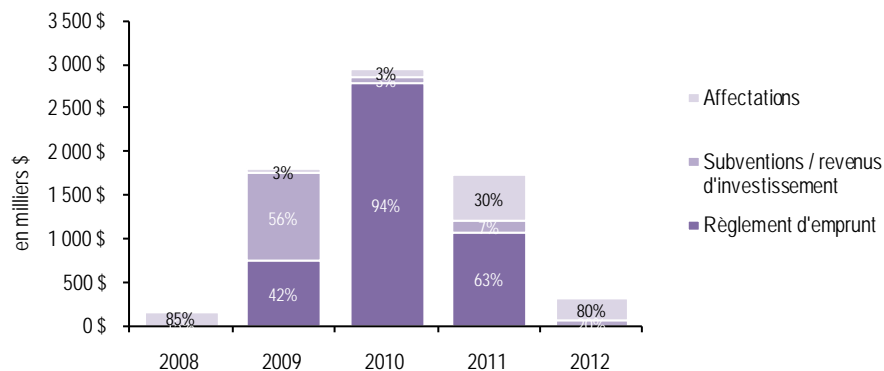


Investissements importants dans les dernières années

- Entre 2008 et 2012, la Municipalité a fait des investissements importants totalisant 22,5 M\$:
 - Les investissements effectués n'ont pas été totalement compensés par une augmentation du niveau de financement, ce qui a entraîné un déficit de financement cumulatif de 15,6 M\$ sur la même période.

Déficit de financement lié au financement du Centre Meredith et du réseau de Farm Point qui ont été financés en 2013.

Modes de financement



Structure du financement

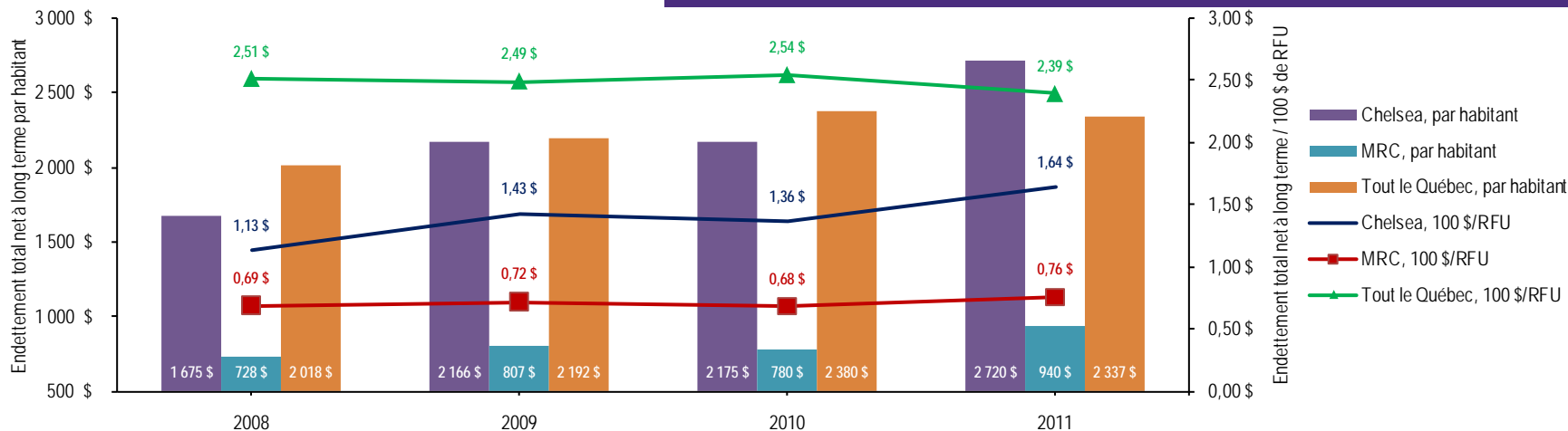
- La principale source de financement demeure la dette :
 - La Municipalité a contracté 4,6 M\$ de dette entre 2008 et 2012 (concentré entre 2009 et 2011);
 - Le financement par emprunt représente les deux tiers (66,5 %) du financement total entre 2008 et 2012;
- Le financement subventions/revenus d'investissement représente 18,6 % du financement total sur la période analysée;
- Les affectations, soit le financement à même les recettes de la Municipalité, représentent 14,9 % du financement entre 2008 et 2012.

Sources : Rapports financiers MAMROT 2008-2012, Municipalité de Chelsea

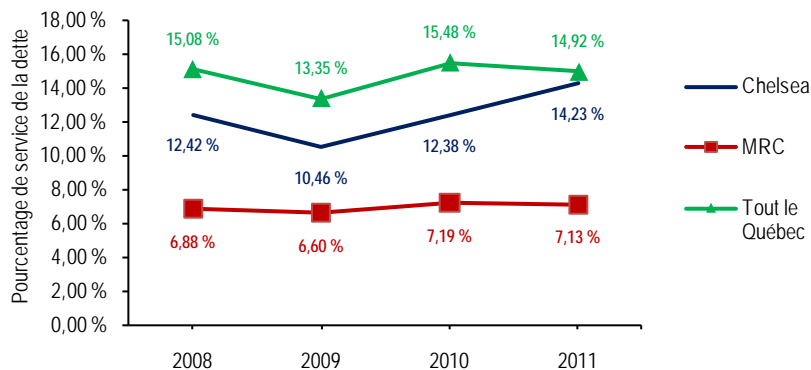
Endettement

Évolution de l'endettement

Dans l'analyse comparative de l'évolution de l'endettement, il est important de prendre en considération les éléments suivants : la qualité des infrastructures et leur nombre, le mode de prestation de services (partenariat vs régie), les modes de financement (acquisition vs location). Ces éléments affectent directement le ratio et ainsi le positionnement de la Ville.



Évolution du service de la dette



Augmentation de l'endettement total net à long terme

- L'endettement total net à long terme par habitant est passé de 1 675 \$ en 2008 à 2 720 \$ en 2011, soit une augmentation annuelle moyenne de 17,5 %, ce qui est nettement supérieur aux comparables :
 - MRC : augmentation annuelle moyenne de 8,9 %;
 - Tout le Québec : augmentation annuelle moyenne de 5,0 %;
- En termes d'endettement total net à long terme par 100 \$ de RFU, la tendance se maintient.

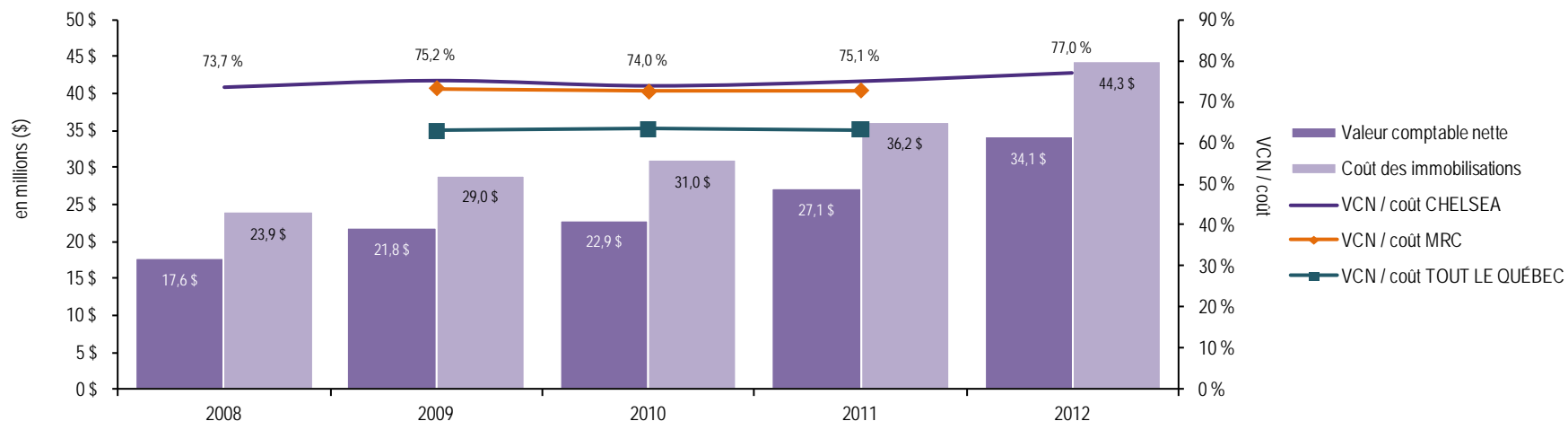
Augmentation du service de la dette

- Le pourcentage de service de la dette a augmenté de façon importante depuis 2008, soit un gain de 1,8 % sur le budget de la Municipalité, ce qui est beaucoup supérieur aux comparables :
 - MRC : gain de 0,3 %;
 - Tout le Québec : perte de 0,2 %.

Sources : Profils financiers MAMROT 2009-2012 (données rapports financiers 2008-2011)

Immobilisations

Évolution de la valeur comptable nette et du coût des immobilisations



Le maintien des immobilisations

Le rapport entre la valeur comptable nette (VCN) et le coût des immobilisations donne un aperçu de la durée de vie restante des immobilisations de la Municipalité. En effet, l'amortissement est censé suivre l'utilisation des actifs, donc lorsque ce ratio diminue, cela signifie qu'il y a moins de renouvellement des immobilisations.

- Le ratio VCN/coût a augmenté entre 2008 et 2012, passant de 73,7 % à 77,0 %;
- Ce ratio est comparable à celui de la MRC des Collines-de-l'Outaouais et supérieur à celui de tout le Québec (environ 63 %);
- La Municipalité a investi de façon importante entre 2008 et 2012, ayant des immobilisations au coût de 23,9 M\$ en 2008 passant à 44,3 M\$ en 2012, soit 20,4 M\$ de plus.

L'investissement soutenu entre 2008 et 2012 a eu comme impact de maintenir un ratio de VCN/coût des immobilisations à un niveau comparable à celui de la MRC.

Sources : Profils financiers MAMROT 2009-2012 (données rapports financiers 2008-2011) et Rapports financiers MAMROT 2008-2012, Municipalité de Chelsea

Investissements en infrastructure

Déficit d'entretien des infrastructures au Québec

Selon un communiqué du 19 mars 2012 de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) :

« Le déficit d'entretien des infrastructures municipales a été estimé à 18 milliards de dollars en 2003 par le *Conference Board* du Canada. Les investissements massifs des dernières années commencent à porter leurs fruits, mais il faut poursuivre au même rythme pour répondre aux besoins en réhabilitation et en développement des infrastructures communautaires et de transport. L'UMQ rappelle que les municipalités sont responsables de près de 60 % des infrastructures publiques au Québec. »

Déficit d'entretien des infrastructures au Canada

Une étude réalisée pour la Fédération canadienne des municipalités (FCM) en 2007 affirme ceci :

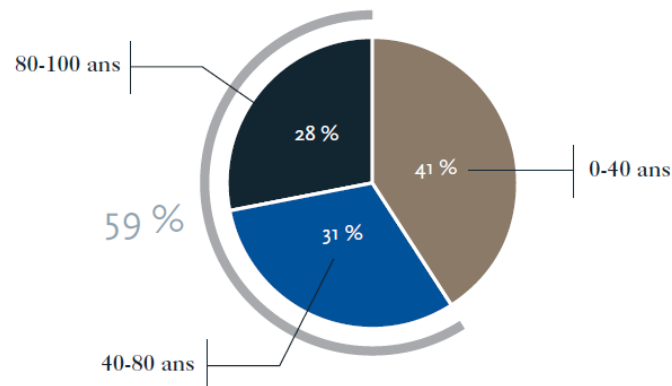
« La tendance à la hausse du déficit de l'infrastructure municipale au cours des deux dernières décennies indique qu'une crise se prépare pour nos villes, nos collectivités et l'ensemble du pays. Le déficit continue de croître et de se compliquer à mesure que l'entretien est retardé, que les actifs atteignent la fin de leur durée utile et que les coûts de réparation et de remplacement montent en flèche. »

« Il est à noter qu'en l'absence d'entretien ou un entretien reporté sporadiquement, l'infrastructure se détériore très rapidement et sa durée utile est réduite considérablement. Toutefois, si environ 2 % du coût de l'actif est investi dans son entretien, le rythme de la détérioration est de beaucoup ralenti et sa durée utile est nettement plus longue. Cela met en lumière clairement l'importance d'entretenir l'infrastructure adéquatement et de ne pas reporter son entretien pour aucune considération. »

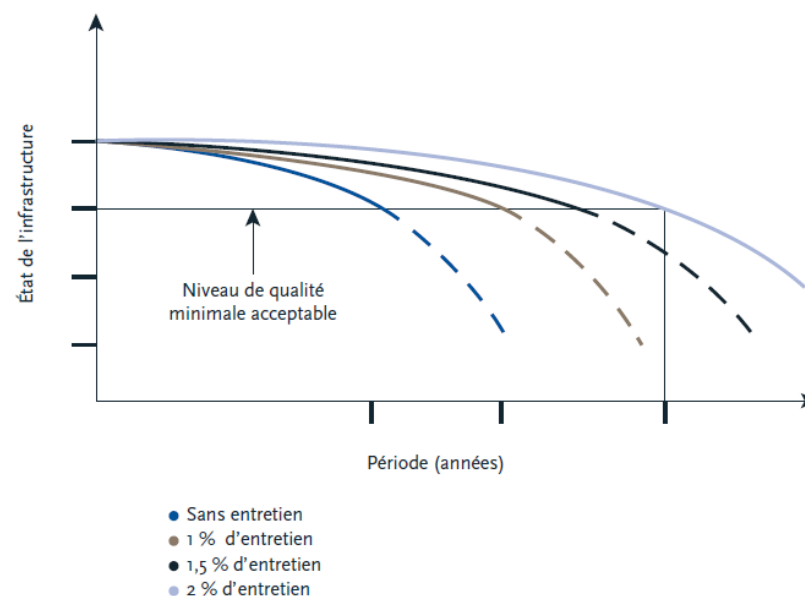
Sources :

<http://www.umq.qc.ca/nouvelles/nouvelles-de-lumq/budget-du-quebec-2012-2013-19-03-2012/>
FCM, Mirza, Saeed, *L'effondrement imminent de l'infrastructure municipale au Canada*, novembre 2007.

Âge de l'infrastructure au Canada (source: FCM)

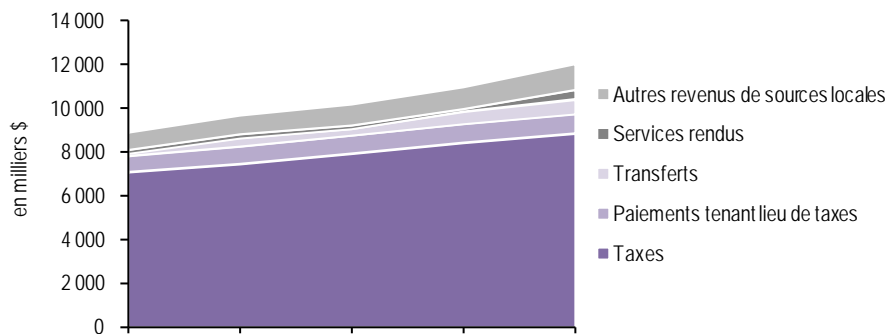


État de l'infrastructure, telle que déterminée par l'entretien (source: FCM)



Évolution des revenus

Évolution des revenus

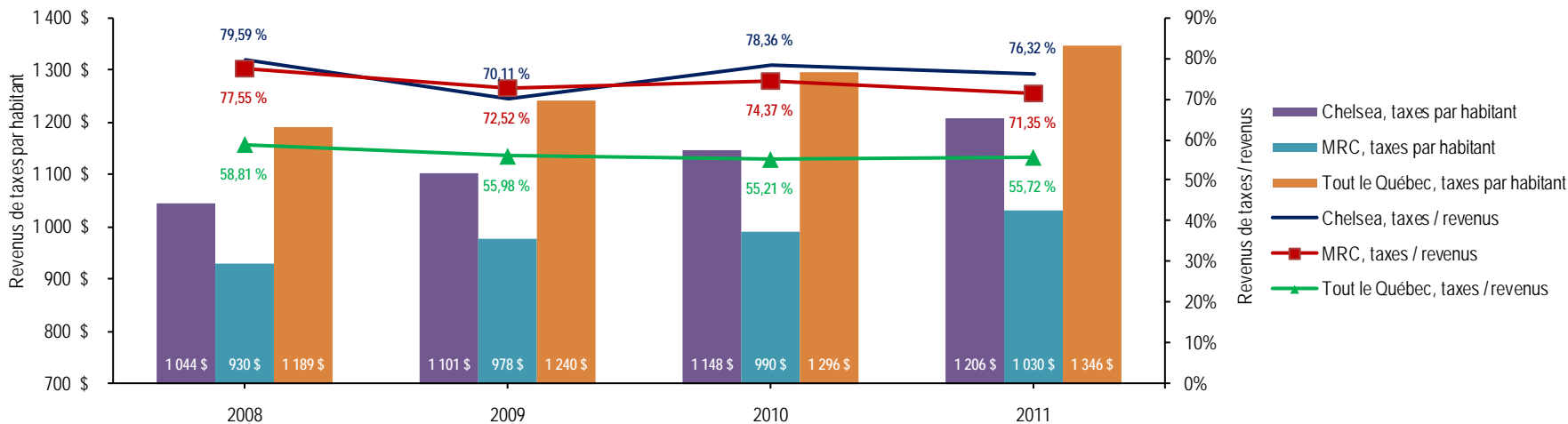


Constats

- Sur la période 2008-2012, les revenus ont augmenté à un rythme plus élevé que les dépenses (7,7 % et 5,6 % respectivement);
- Cette augmentation provient presque exclusivement des revenus de taxes, ceux-ci ayant maintenu une part d'environ 79 % des revenus de fonctionnement;
- Les revenus de taxes par habitant sont passés de 1 044 \$ en 2008 à 1 206 \$ en 2011, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,9 %;
 - MRC : augmentation annuelle moyenne de 3,5 %;
 - Tout le Québec : augmentation annuelle moyenne de 4,2 %.

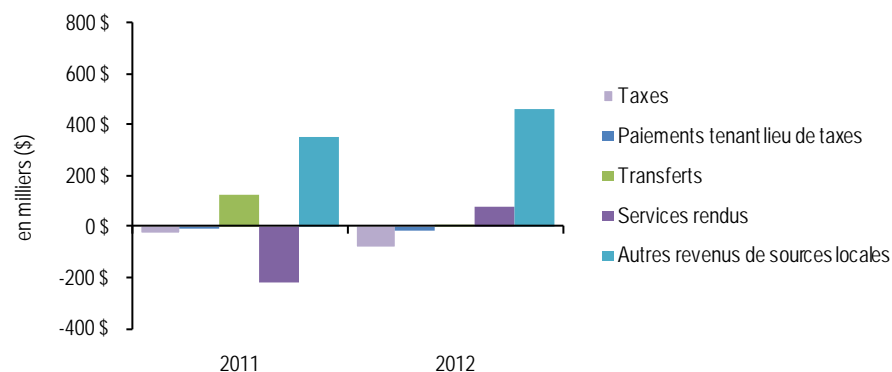
Sources : Profils financiers MAMROT 2009-2012 (données rapports financiers 2008-2011) et Rapports financiers MAMROT 2008-2012, Municipalité de Chelsea

Évolution comparative des revenus

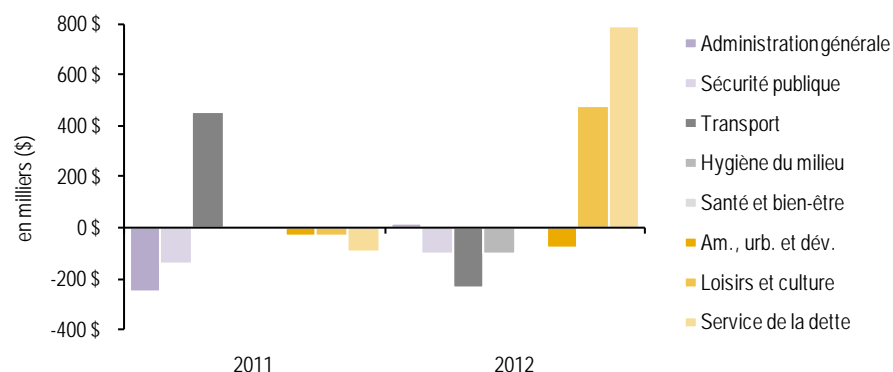


Écarts budgétaires

Écarts budgétaires sur les revenus



Écarts budgétaires sur les dépenses



Analyse des écarts budgétaires

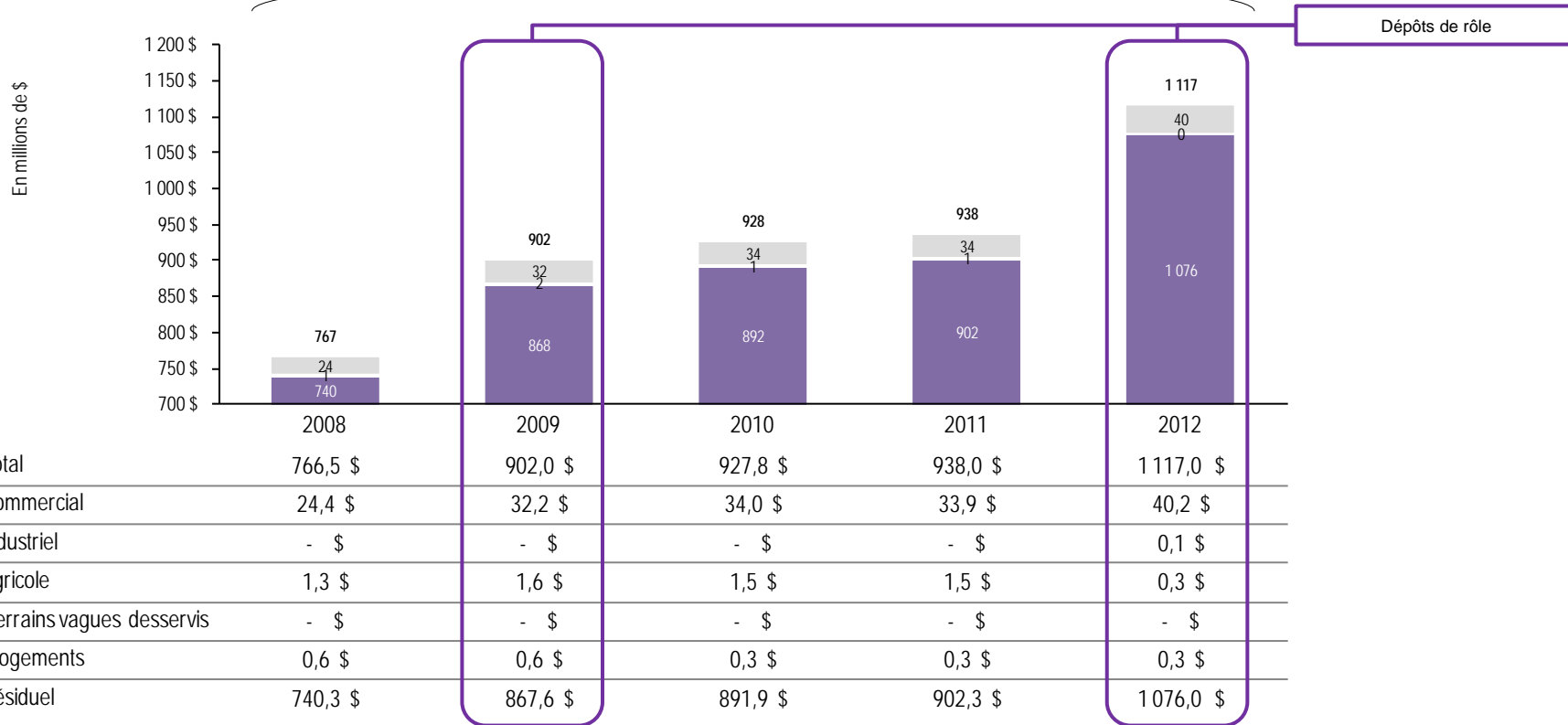
- L'écart total entre le résultat réel et le budget est de 330 k\$ en 2011 et de 318 k\$ en 2012. Globalement en 2011 et 2012, les écarts se résorbent pour un écart négatif cumulé de seulement 12 k\$:
 - Écarts budgétaires sur les revenus :
 - 2011 : 228 k\$ favorables
 - 2012 : 455 k\$ favorables
 - Écarts budgétaires sur les dépenses :
 - 2011 : 102 k\$ favorables
 - 2012 : 773 k\$ défavorables

Les autres revenus de sources locales ont été sous-estimés en 2011 et en 2012, créant ainsi des écarts budgétaires favorables.

Sources : Rapports financiers MAMROT 2008-2012, Municipalité de Chelsea

Évolution du rôle d'évaluation

2008-2012 : croissance annuelle moyenne de 9,9 %

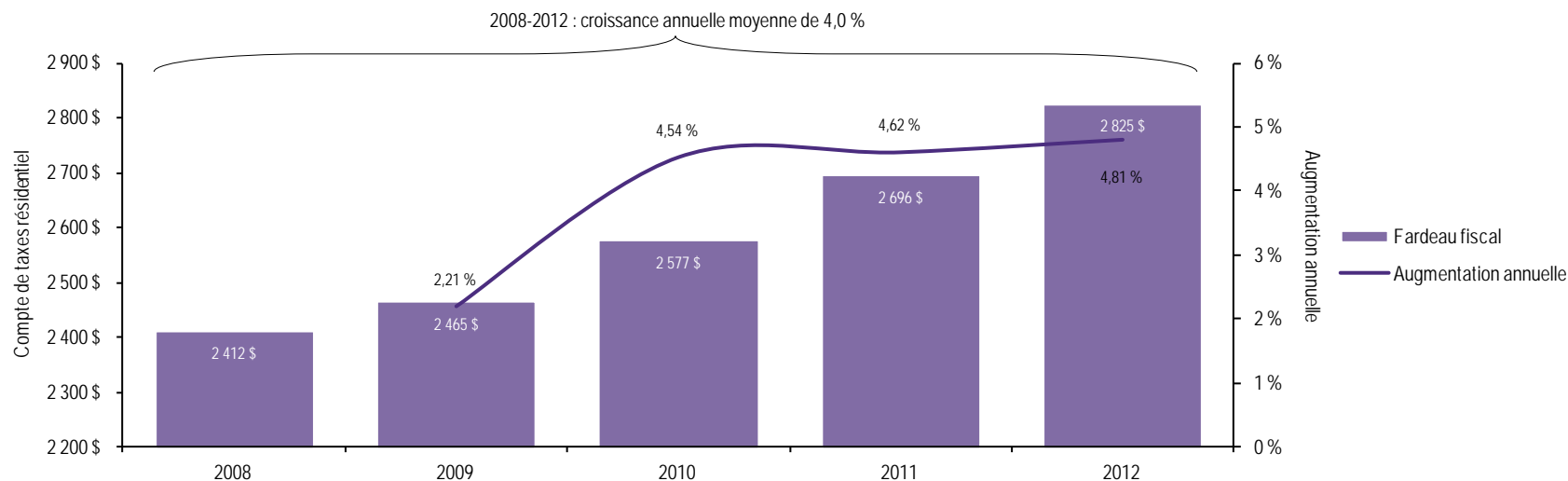


Rôle d'évaluation

- À inventaire constant, il y a une augmentation de valeur dans la catégorie « Résiduel » (résidentiel) de 14,4 % lors du dépôt de rôle de 2009 et de 18,5 % lors du dépôt de rôle de 2012.

Fardeau fiscal – résidentiel

Évolution du fardeau fiscal résidentiel pour une maison moyenne



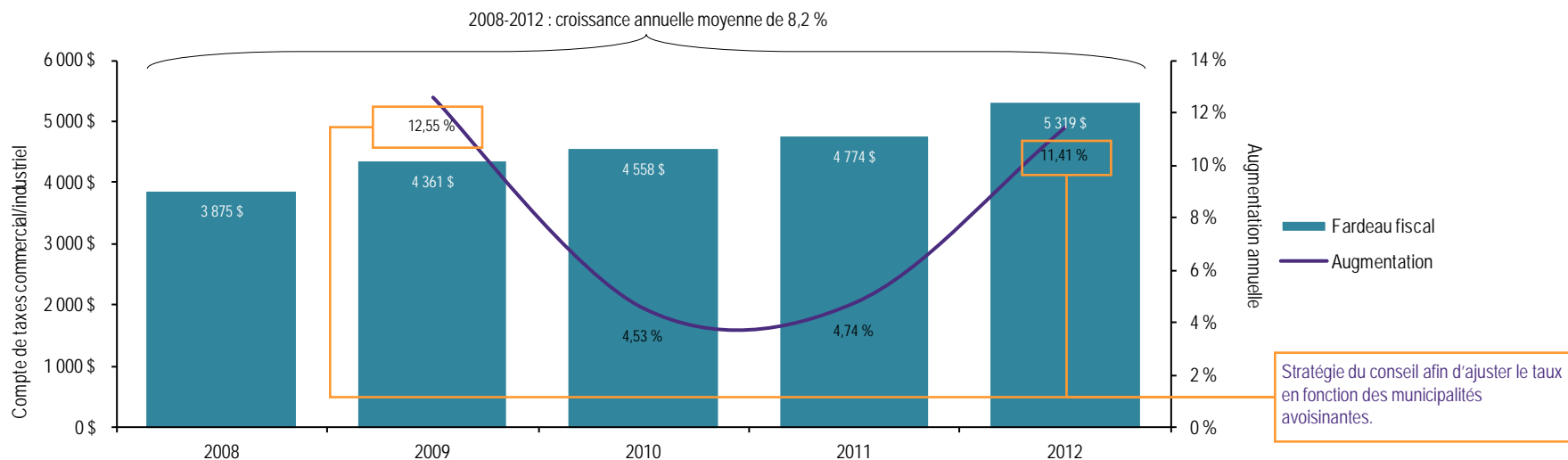
Évolution du fardeau fiscal résidentiel

- L'augmentation annuelle moyenne de 4,0 % entre 2008 et 2012 est conforme, et même légèrement inférieure, à celle prévue dans la « Planification financière 2009-2018 » de 4,4 %.

	2008	2009	2010	2011	2012	Augmentation moyenne
Valeur foncière moyenne	270 769 \$	309 753 \$	309 753 \$	309 753 \$	367 058 \$	7,9 %
Taux de base	0,8572	0,7665	0,8010	0,8394	0,7437	-3,5 %
Taxe foncière générale	2 321 \$	2 374 \$	2 481 \$	2 600 \$	2 730 \$	4,1 %
Tarifcation	90,5 \$	90,5 \$	95,5 \$	95,5 \$	95,5 \$	1,4 %
Compte de taxes	2 412 \$	2 465 \$	2 577 \$	2 696 \$	2 825 \$	4,0 %

Fardeau fiscal – commercial

Évolution du fardeau fiscal commercial – commerce de 500 000 \$ en 2012



Évolution du fardeau fiscal commercial

- Augmentations importantes en 2009 et en 2012, soit les années de dépôt du rôle d'évaluation;
- Le conseil de la Municipalité a adopté une stratégie afin d'ajuster le taux en fonction des municipalités avoisinantes lors des dépôts de rôle.

	2008	2009	2010	2011	2012	Augmentation moyenne
Valeur foncière moyenne	373 721 \$	427 528 \$	427 528 \$	427 528 \$	500 000 \$	7,5 %
Taux de base	1,0126	0,9989	1,0439	1,0944	1,0447	0,8 %
Taxe foncière générale	3 784 \$	4 271 \$	4 463 \$	4 679 \$	5 224 \$	8,4 %
Tarifcation	90,5 \$	90,5 \$	95,5 \$	95,5 \$	95,5 \$	1,4 %
Compte de taxes	3 875 \$	4 361 \$	4 558 \$	4 774 \$	5 319 \$	8,2 %

Section 3

Cadre financier

1. Introduction
2. Analyse financière historique
- 3. Cadre financier**
4. Conclusion

Principes financiers

Établissement de principes financiers par le conseil

Le cadre financier préliminaire permet au conseil d'évaluer les écarts ou les marges de manœuvre disponibles :

- Impact financier des différentes hypothèses quant aux revenus et aux dépenses;
- Impact financier du calendrier d'investissements.

L'établissement des principes financiers guidera l'élaboration de stratégies fiscales qui permettront l'atteinte des objectifs fixés par le conseil.

Principe financier	Définition
Contrôle du compte de taxes	<ul style="list-style-type: none">• Respecter une augmentation du fardeau fiscal de près de 3% par année tout en réalisant le plan d'investissement.
Investissements	<ul style="list-style-type: none">• Réaliser les investissements prévus dans le PTI (plan triennal d'investissement) 2013 ainsi que ceux prévus dans la « Planification financière 2009-2018 » de la Municipalité de Chelsea.

Principales hypothèses

Croissance de la richesse foncière

- Croissance annuelle entre 1 % et 2 % par année grâce à de nouvelles constructions seulement :
 - Projets divers à un rythme annuel variant entre 27 à 48 nouvelles maisons ayant une valeur portée au rôle de 340 000 \$ chacune (prix de vente estimatif de 400 000 \$, avec 85 % porté au rôle);
 - Projets de Chelsea Creek et de la Ferme Hendrick à un rythme de 60 maisons par année chacun (340 000 \$ par maison porté au rôle), conditionnels à la réalisation du projet d'égout et d'aqueduc pour le centre du village.

Population

- Croissance annuelle de 1 % (historiquement 0,8 % pour la période 2008-2012).

Dette

- Taux de 3 % pour 2014 et 2015 et de 4,0 % entre 2016 et 2018;
- Termes de financement variant entre 5 et 20 ans selon le projet d'investissement.

Revenus

- Aucune compensation pour le remboursement de la TVQ (373 300 \$ en 2013) à compter de 2014 :
 - Les dépenses budgétées sont réduites du montant de la TVQ qui sera remboursé.
- Croissance de 1 % par année dans les autres services rendus.

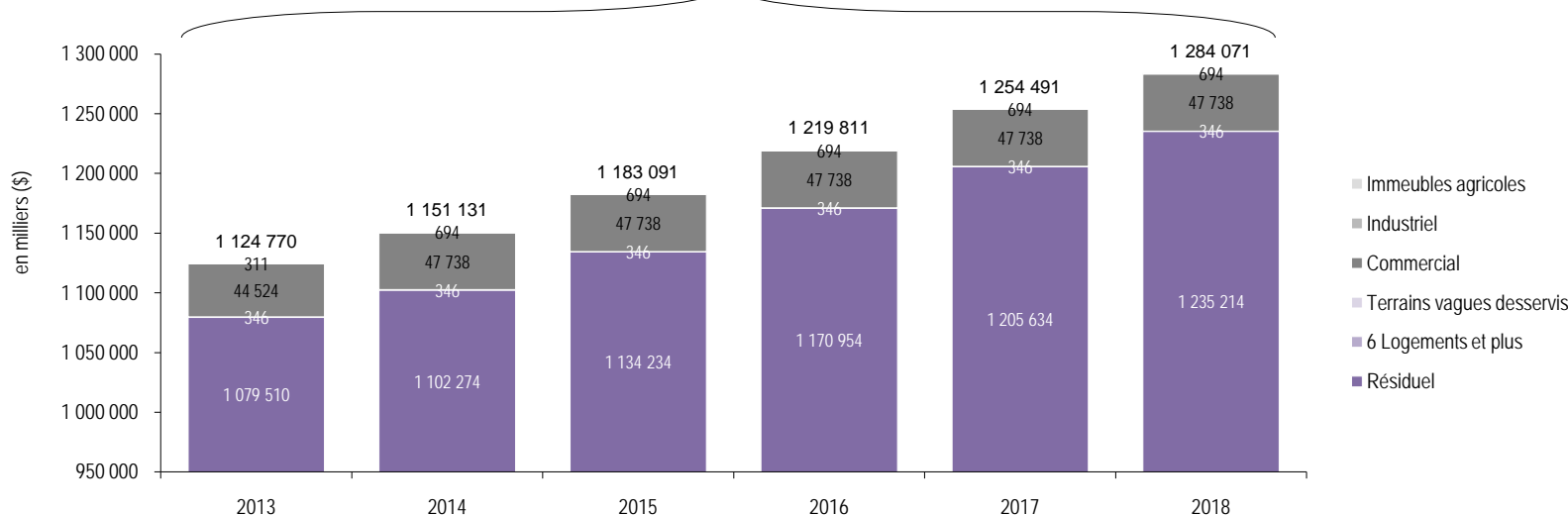
Dépenses

- Croissance annuelle de 3 % (5,2 % pour la période 2008-2012 excluant le service de la dette) pour la rémunération des employés (rémunération et charges sociales);
- Croissance annuelle de 4 % pour les quotes-parts;
- Aucune croissance de 2014 à 2018 pour les autres dépenses (représente un effort de 97 000 \$ par année);
- Réduction de dépenses non récurrentes à partir de 2015 :
 - 2015 – 553 000 \$
 - 2016 – 60 000 \$

Hypothèses – rôle d'évaluation

Évolution du rôle d'évaluation imposable

Croissance annuelle moyenne de 2,7 %



Évolution des valeurs au rôle

- L'augmentation provient uniquement des nouvelles constructions;
- Hypothèses retenues :

Nouveaux projets majeurs de développement						
	2014	2015	2016	2017	2018	
Projets divers	-	38	48	42	27	
Chelsea Creek		30	30	30	30	
Ferme Hendrick		-	30	30	30	
	-	68	108	102	87	
Valeur portée au rôle	- \$	23 120 000 \$	36 720 000 \$	34 680 000 \$	29 580 000 \$	
Droits de mutation	- \$	244 800 \$	388 800 \$	367 200 \$	313 200 \$	

Nouvelles maisons		
Valeur		400 000 \$
Valeur portée au rôle (85 %)		340 000 \$
Droits de mutation		
<i>Tranche</i>	<i>Taux</i>	<i>Montant</i>
0 à 50 000 \$	0,5 %	250 \$
50 000 \$ à 250 000 \$	1,0 %	2 000 \$
250 000 \$ et +	1,5 %	1 350 \$
		3 600 \$

Investissements prévus

Source de financement	2014	2015	2016	2017	2018	Total	%
Dette à l'ensemble	3 360 447 \$	4 624 834 \$	4 160 000 \$	3 000 000 \$	3 000 000 \$	18 145 281 \$	45.2 %
Dette de secteur	11 615 131 \$	4 977 913 \$	- \$	- \$	- \$	16 593 044 \$	41.3 %
Subventions gouvernementales	3 521 630 \$	1 509 270 \$	- \$	- \$	- \$	5 030 900 \$	12.5 %
Fonds de roulement	183 400 \$	75 000 \$	47 000 \$	- \$	- \$	305 400 \$	0.8 %
Autre	62 695 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	62 695 \$	0.2 %
Total	18 743 303 \$	11 187 018 \$	4 207 000 \$	3 000 000 \$	3 000 000 \$	40 137 320 \$	100.0 %

Afin de respecter le principe financier « contrôle du compte de taxes », nous avons réduit les investissements planifiés pour l'année 2016 au PTI de 9,8 M\$ à 4,2 M\$. Le scénario avec les investissements prévus au PTI est présenté en annexe A.

Projet d'égout et d'aqueduc pour le centre du village

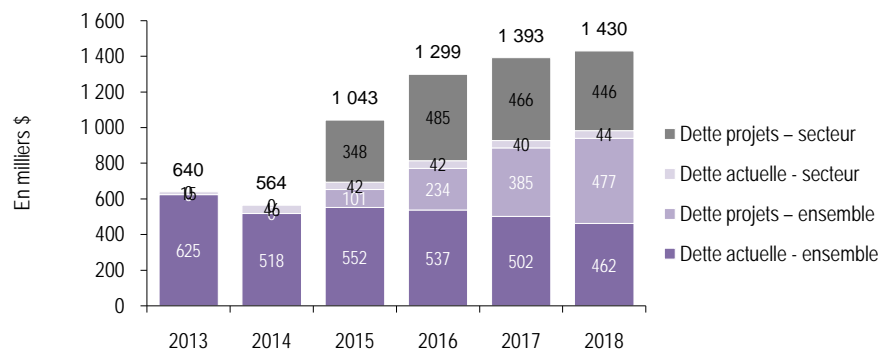
- Il s'agit du projet le plus important, ayant une valeur estimative de 24 M\$, dont le financement prévu est le suivant :
 - Dette à l'ensemble : 2,4 M\$
 - Dette de secteur : 16,6 M\$
 - Subventions gouvernementales : 5,0 M\$
- Le début du projet est prévu en 2014;
- L'hypothèse est faite pour que les coûts d'exploitation, qui sont inconnus actuellement, soient assumés par les riverains, ce qui n'aurait donc aucun impact sur les finances de la Municipalité;
- Il s'agit du projet le plus important, qui représente 60 % des investissements prévus jusqu'en 2018.

Modes de financement prévus

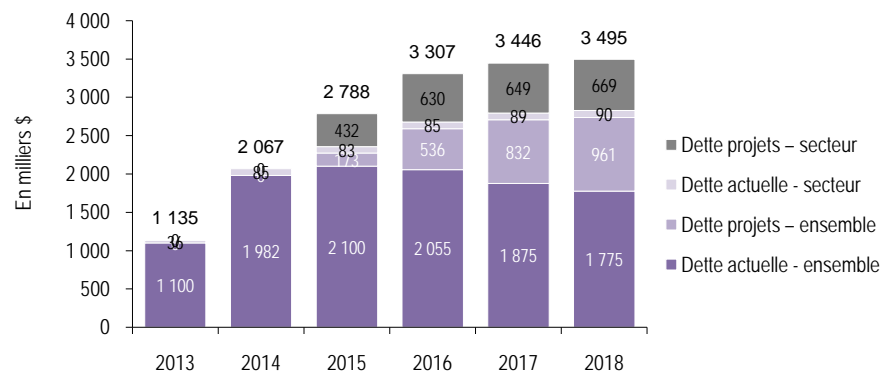
- La grande majorité des projets prévus seront financés par l'émission de dettes (45 % à l'ensemble et 41 % de secteur);
- La seconde source de financement sera des subventions gouvernementales (environ 12.5 %).

Résultats – service de la dette incluant les nouveaux investissements

Projection du paiement des intérêts

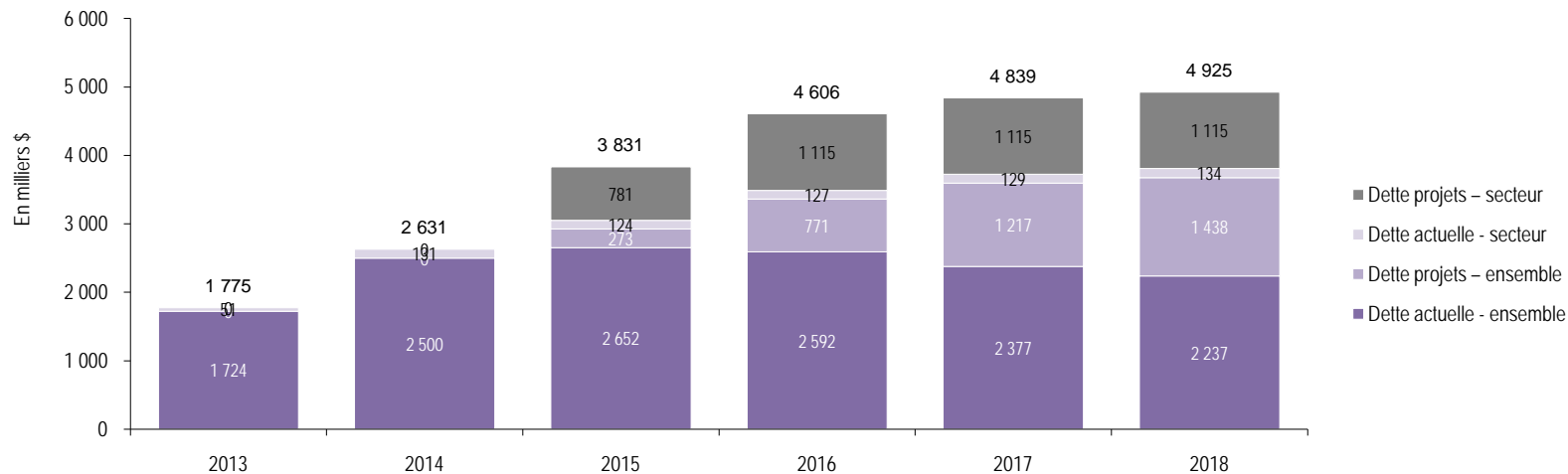


Projection du remboursement en capital



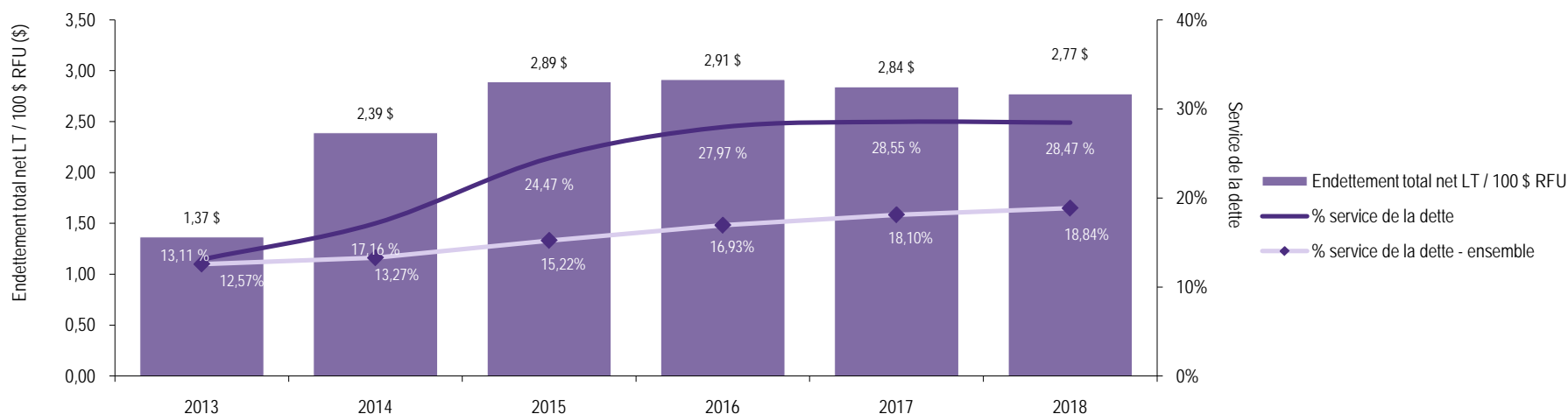
Projection du service de la dette à la charge de la Municipalité

Exclusion faite des intérêts et du capital payés par le gouvernement



Résultats – ratios de la dette

Évolution du service de la dette et de la dette LT par 100 \$ de RFU



Évolution 2013-2018

- Le pourcentage de service de la dette connaît une croissance entre 2013 et 2016, passant de 13,11 % à 27,97 %, pour se stabiliser par la suite;
- La dette à long terme par 100 \$ de RFU augmente en 2015-2016 à cause du projet d'égout et d'aqueduc pour le centre du village et a tendance à diminuer par la suite, ce qui est cohérent avec un niveau d'investissement important en 2015 puis plus modéré par la suite;
- Le pourcentage du service de la dette à l'ensemble (excluant la portion subventionnée et la dette de secteur) augmente graduellement de 2013 à 2018 pour atteindre 18,84 % ce qui représente près de 10 % de moins que le pourcentage du service de la dette de la municipalité. Cet écart est financé principalement par les riverains et est en lien avec le projet d'égout et d'aqueduc du centre du village.

Résultats – fonds de roulement et solde à financer 2012

Évolution du fonds de roulement

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Solde d'ouverture (engagé)	419 846 \$	566 567 \$	530 564 \$	473 562 \$	362 559 \$	255 178 \$
Nouveaux investissements	198 103 \$	55 000 \$	45 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Remboursement - solde actuel	(51 382 \$)	(51 382 \$)	(51 382 \$)	(51 382 \$)	(47 761 \$)	(41 946 \$)
Remboursement - nouveaux investissements	0 \$	(39 621 \$)	(50 621 \$)	(59 621 \$)	(59 621 \$)	(59 621 \$)
Solde de fin de période (engagé)	566 567 \$	530 564 \$	473 562 \$	362 559 \$	255 178 \$	153 611 \$
Montant autorisé	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$

La Municipalité dispose de sommes dans son fonds de roulement; celles-ci pourraient être utilisées pour des investissements.

Suivi du solde à financer en 2012 (en millions de \$)

Dette :	À l'ensemble	Secteur	Gouvernement provincial	Gouvernement fédéral	Autres	Total
Solde à financer au 31 décembre 2012						15.6 \$
Financements en 2013						
Centre Meredith	4.0 \$		2.0 \$	2.5 \$	0.5 \$	9.0 \$
Farmpoint	0.4 \$	1.2 \$	0.9 \$	0.9 \$		3.5 \$
Divers*	2.4 \$					2.4 \$
	6.9 \$	1.2 \$	2.9 \$	3.4 \$	0.5 \$	14.9 \$
Reliquat du solde à financer de 2012 (à financer en 2014)						0.7 \$
Solde à financer au 31 décembre 2012						15.6 \$
Dépenses de 2013 à financer en 2014						2.3 \$
Solde à financer au 31 décembre 2013 (à financer en 2014)						3.0 \$

Solde à financer en 2012

Le rapport financier de 2012 incluait un montant de 15,6 M\$ à financer, dont le détail est présenté dans le tableau ci-contre. Cela a pour effet de faire augmenter l'endettement de l'ensemble de 6,8 M\$, soit 71 % d'augmentation par rapport au solde d'ouverture.

Il est à noter que le solde à financer à la charge du gouvernement fédéral n'est pas considéré ici, car il est payé au comptant et est financé de façon temporaire en attendant l'encaissement. La Municipalité a déjà encaissé 2,5 M\$ du gouvernement fédéral relativement au Centre Meredith et 961 k\$ relativement au projet Farmpoint.

Il reste 0,7 M\$ à financer relatif au solde de 2012 et 2,3 M\$ additionnels en 2013. Il y a donc 3,0 M\$ à financer en 2014 relativement à des dépenses encourues.

Voir la page suivante pour le suivi de l'endettement à long terme.

* Détail de la catégorie divers présenté à l'annexe B.

Résultats – endettement

Endettement total net à long terme

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
À la charge de l'ensemble						
Solde d'ouverture	9 533 170 \$	15 328 795 \$	17 185 383 \$	20 026 947 \$	22 103 298 \$	22 869 549 \$
Financement du solde à financer en 2012	6 859 625 \$					
Nouveaux investissements	0 \$	3 360 447 \$	4 624 834 \$	4 160 000 \$	3 000 000 \$	3 000 000 \$
Remboursement en capital	(1 064 000 \$)	(1 503 858 \$)	(1 783 271 \$)	(2 083 649 \$)	(2 233 748 \$)	(2 361 831 \$)
Solde de fin de période	15 328 795 \$	17 185 383 \$	20 026 947 \$	22 103 298 \$	22 869 549 \$	23 507 718 \$
\$/100 \$ de RFU	1.23 \$	1.35 \$	1.53 \$	1.65 \$	1.66 \$	1.67 \$
À la charge d'une partie (secteur)						
Solde d'ouverture	532 406 \$	1 742 081 \$	13 272 062 \$	17 734 885 \$	17 019 155 \$	16 281 173 \$
Financement du solde à financer en 2012	1 245 375 \$					
Nouveaux investissements	0 \$	11 615 131 \$	4 977 913 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Remboursement en capital	(35 700 \$)	(85 150 \$)	(515 090 \$)	(715 730 \$)	(737 982 \$)	(759 298 \$)
Solde de fin de période	1 742 081 \$	13 272 062 \$	17 734 885 \$	17 019 155 \$	16 281 173 \$	15 521 875 \$
\$/100 \$ de RFU	0.14 \$	1.04 \$	1.36 \$	1.27 \$	1.18 \$	1.10 \$
À la charge du gouvernement (subvention)						
Solde d'ouverture	750 000 \$	3 488 000 \$	6 617 138 \$	7 674 996 \$	7 187 839 \$	6 735 585 \$
Financement du solde à financer en 2012	2 900 000 \$					
Nouveaux investissements	0 \$	3 521 630 \$	1 509 270 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Remboursement en capital	(162 000 \$)	(392 492 \$)	(451 412 \$)	(487 157 \$)	(452 254 \$)	(352 344 \$)
Solde de fin de période	3 488 000 \$	6 617 138 \$	7 674 996 \$	7 187 839 \$	6 735 585 \$	6 383 241 \$
\$/100 \$ de RFU	0.28 \$	0.52 \$	0.59 \$	0.54 \$	0.49 \$	0.45 \$
Solde total de fin de période	20 558 876 \$	37 074 584 \$	45 436 828 \$	46 310 292 \$	45 886 307 \$	45 412 834 \$

Résultats – état des résultats

Ce montant inclut une dépense additionnelle de 200 k\$ pour le Centre Meredith qui n'avait pas été budgété en 2013.

Évolution des revenus et des affectations - Prévisions budgétaires

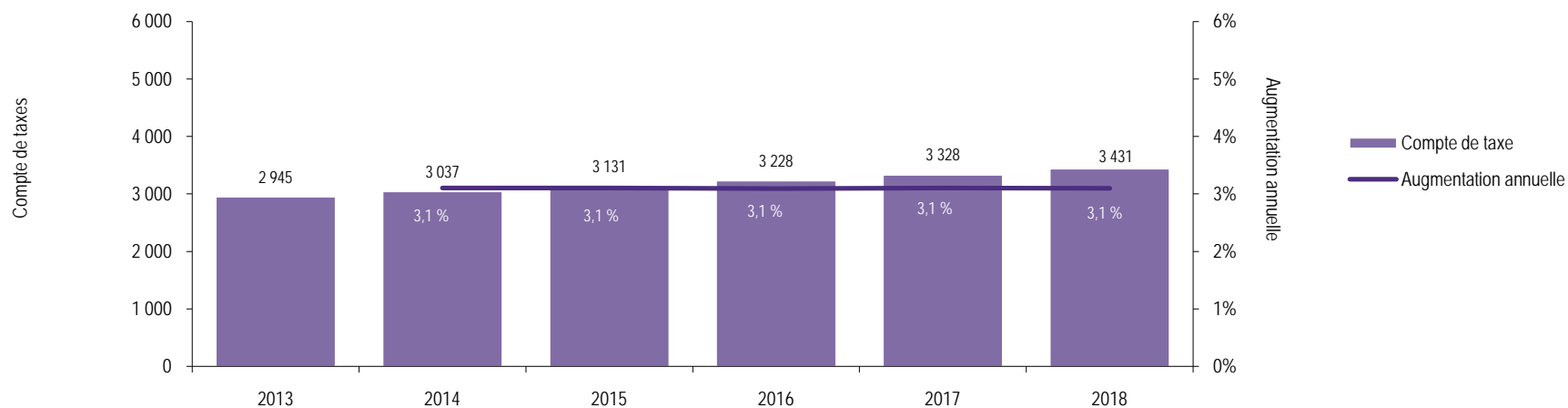
(en k\$)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne annuelle
Revenus							
Taxes foncières	9 028 \$	9 483 \$	10 033 \$	10 664 \$	11 309 \$	11 937 \$	5.7 %
Taxes de secteur	137 \$	222 \$	995 \$	1 335 \$	1 339 \$	1 348 \$	32.2 %
Tarification	272 \$	280 \$	292 \$	297 \$	301 \$	304 \$	32.2 %
Tenant lieu de taxes	923 \$	954 \$	979 \$	1 011 \$	1 043 \$	1 076 \$	3.1 %
Autres services rendus	1 067 \$	1 113 \$	1 161 \$	1 211 \$	1 264 \$	1 319 \$	4.3 %
Autres revenus	990 \$	1 099 \$	999 \$	999 \$	999 \$	999 \$	0.2 %
Transferts	654 \$	841 \$	926 \$	965 \$	916 \$	803 \$	4.2 %
Revenus totaux	13 071 \$	13 992 \$	15 384 \$	16 483 \$	17 173 \$	17 786 \$	6.4 %
Évolution des revenus		7.0 %	9.9 %	7.1 %	4.2 %	3.6 %	
Dépenses							
Administration	2 124 \$	2 207 \$	2 118 \$	2 178 \$	2 239 \$	2 302 \$	1.6 %
Sécurité publique	2 434 \$	2 505 \$	2 539 \$	2 623 \$	2 710 \$	2 801 \$	2.8 %
Transport	2 941 \$	2 926 \$	2 885 \$	2 930 \$	2 976 \$	3 023 \$	0.6 %
Hygiène du milieu	1 224 \$	1 109 \$	1 162 \$	1 182 \$	1 202 \$	1 222 \$	0.0 %
Santé et bien-être	30 \$	30 \$	31 \$	32 \$	34 \$	35 \$	3.2 %
Aménagement, urb. et dev.	684 \$	750 \$	770 \$	791 \$	813 \$	835 \$	4.1 %
Loisirs et culture	2 036 \$	2 238 \$	1 979 \$	1 934 \$	1 950 \$	1 967 \$	-0.7 %
Service de la dette	1 907 \$	2 613 \$	3 897 \$	4 706 \$	4 941 \$	5 026 \$	22.9 %
Dépenses totales	13 381 \$	14 377 \$	15 382 \$	16 376 \$	16 864 \$	17 211 \$	5.2 %
Évolution des dépenses		7.5 %	7.1 %	6.5 %	3.0 %	2.1 %	
Affectations							
Activités d'investissement	(50) \$	(60) \$	(50) \$	(50) \$	(50) \$	(50) \$	
Excédent (déficit) accumulé	500 \$	550 \$	264 \$	173 \$	(23) \$	(297) \$	
Excédent (déficit) accumulé suppl.	- \$	75 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Remboursement du fonds de roulement	(50) \$	(91) \$	(126) \$	(141) \$	(145) \$	(139) \$	
Autres affectations	(90) \$	(89) \$	(90) \$	(90) \$	(90) \$	(90) \$	
Affectations totales	310 \$	385 \$	(2) \$	(108) \$	(308) \$	(576) \$	
Excédent (déficit) à des fins fiscales	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	

Présentation modifiée à partir de 2014 : le service de la dette à la charge du gouvernement est présenté au total dans les dépenses, compensé par un revenu de transfert équivalent. Il n'y a donc aucun impact sur le budget.

Afin de respecter les principes financiers énoncés, la municipalité doit utiliser des surplus pour les années 2015 et 2016 (264 k\$ et 173 k\$ respectivement). Par contre, nous avons diminué ce montant afin d'éliminer complètement la dépendance à l'utilisation de surplus pour contrôler le fardeau fiscal. À partir de 2017, la municipalité sera en mesure de dégager des marges de manœuvre afin d'assumer de nouvelles dépenses (23 k\$ et 297 k\$ respectivement).

Évolution – fardeau fiscal résidentiel

2013-2018 : croissance annuelle moyenne de 3,1 %



	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Taux moyen
Évaluation moyenne	367 058 \$	367 058 \$	367 058 \$	367 058 \$	367 058 \$	367 058 \$	
Taux de base (par 100 \$ de RFU)	0.7764	0.8013	0.8256	0.8520	0.8793	0.9074	
Montant de taxes foncières	2 850 \$	2 941 \$	3 030 \$	3 127 \$	3 228 \$	3 331 \$	3.2 %
Tarification (vidange de fosse septique)	95.5 \$	95.5 \$	100.5 \$	100.5 \$	100.5 \$	100.5 \$	
Compte de taxe	2 945 \$	3 037 \$	3 131 \$	3 228 \$	3 328 \$	3 431 \$	3.1 %

Croissance annuelle moyenne du fardeau fiscal résidentiel est de 3,1 % sur la période 2013-2018.

Section 4

Conclusion

1. Introduction
2. Analyse financière historique
3. Cadre financier
4. Conclusion

Résultats – santé financière

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne annuelle
Sommaire – Profil financier							
Revenus de taxes / 100 \$ RFU	0.76 \$	0.78 \$	0.87 \$	0.92 \$	0.94 \$	0.97 \$	5.0 %
Dépenses de fonctionnement / 100 \$ RFU	0.97 \$	0.97 \$	0.97 \$	0.97 \$	0.98 \$	0.98 \$	0.1 %
Endettement total net LT / 100 \$ RFU	1.37 \$	2.39 \$	2.89 \$	2.91 \$	2.84 \$	2.77 \$	15.2 %
Endettement total net LT par habitant	2 417 \$	4 269 \$	5 240 \$	5 375 \$	5 326 \$	5 257 \$	16.8 %
Pourcentage du service de la dette	13.1 %	17.2 %	24.5 %	28.0 %	28.6 %	28.5 %	16.8 %
Pourcentage du service de la dette - ensemble	12.6 %	13.3 %	15.2 %	16.9 %	18.1 %	18.8 %	8.4 %
Investissement annuel (en M\$)	- \$	18.74 \$	11.19 \$	4.21 \$	3.00 \$	3.00 \$	
Taxation							
Maison moyenne							
Compte de taxe	2 945 \$	3 037 \$	3 131 \$	3 228 \$	3 328 \$	3 431 \$	3.1 %
Augmentation		3.1 %	3.1 %	3.1 %	3.1 %	3.1 %	
Commerce moyen (500 k\$)							
Compte de taxe	5 549 \$	5 723 \$	5 899 \$	6 084 \$	6 276 \$	6 474 \$	3.2 %
Augmentation		3.2 %	3.1 %	3.1 %	3.2 %	3.1 %	

Croissance de la taxation

- Les stratégies mises de l'avant dans le cadre financier permettent de maintenir l'augmentation du fardeau fiscal à 3,1 % par année, et ce, tout en considérant les investissements importants qui seront réalisés durant cette période.
- Rappel des stratégies :
 - Gel des autres dépenses (représente une économie de 97 k\$ par année);
 - Utilisation de surplus pour 2015 et 2016;
 - Élimination de dépenses non récurrentes pour 2015 et 2016 pour un montant total de 613 000 \$.

Croissance de la dette

- Le pourcentage de service de la dette croît en moyenne de 16,8 % par année;
- Le pourcentage de service de la dette à l'ensemble croît moins rapidement avec une croissance moyenne de 8,4 %;
- La dette à long terme par 100 \$ de RFU augmente en moyenne de 15,2 % par année.

Annexe A

Scénario avec investissement PTI

Source de financement	2014	2015	2016	2017	2018	Total	%
Dettes à l'ensemble	3 360 447 \$	4 624 834 \$	9 760 000 \$	3 000 000 \$	3 000 000 \$	23 745 281 \$	51.9 %
Dettes de secteur	11 615 131 \$	4 977 913 \$	- \$	- \$	- \$	16 593 044 \$	36.3 %
Subventions gouvernementales	3 521 630 \$	1 509 270 \$	- \$	- \$	- \$	5 030 900 \$	11.0 %
Fonds de roulement	183 400 \$	75 000 \$	47 000 \$	- \$	- \$	305 400 \$	0.7 %
Autre	62 695 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	62 695 \$	0.1 %
Total	18 743 303 \$	11 187 018 \$	9 807 000 \$	3 000 000 \$	3 000 000 \$	45 737 320 \$	100.0 %

Utilisation du montant d'investissement planifié au PTI.

Hypothèses

Afin d'évaluer les impacts du scénario, toutes les hypothèses présentées dans le cadre financier sont maintenues à l'exception des investissements pour l'année 2016, qui ont été ajustés tels que présentés au PTI.

Scénario avec investissement PTI

Résultats – santé financière

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne annuelle
Sommaire – Profil financier							
Revenus de taxes / 100 \$ RFU	0.76 \$	0.78 \$	0.87 \$	0.92 \$	0.97 \$	0.99 \$	5.6 %
Dépenses de fonctionnement / 100 \$ RFU	0.97 \$	0.97 \$	0.97 \$	0.97 \$	0.99 \$	0.99 \$	0.4 %
Endettement total net LT / 100 \$ RFU	1.37 \$	2.39 \$	2.89 \$	3.33 \$	3.23 \$	3.14 \$	18.1 %
Endettement total net LT par habitant	2 417 \$	4 269 \$	5 240 \$	6 145 \$	6 062 \$	5 959 \$	19.8 %
Pourcentage du service de la dette	13.1 %	17.2 %	24.5 %	28.0 %	30.3 %	30.2 %	18.1 %
Pourcentage du service de la dette - ensemble	12.6 %	13.3 %	15.2 %	16.9 %	20.1 %	20.8 %	10.6 %
Investissement annuel (en M\$)	- \$	18.74 \$	11.19 \$	9.81 \$	3.00 \$	3.00 \$	
Taxation							
Maison moyenne							
Compte de taxe	2 945 \$	3 037 \$	3 131 \$	3 228 \$	3 430 \$	3 537 \$	3.7 %
Augmentation		3.1 %	3.1 %	3.1 %	6.3 %	3.1 %	
Commerce moyen (500 k\$)							
Compte de taxe	5 549 \$	5 723 \$	5 899 \$	6 084 \$	6 471 \$	6 677 \$	3.8 %
Augmentation		3.2 %	3.1 %	3.1 %	6.4 %	3.2 %	

Croissance de la taxation

- Le scénario entraîne une augmentation du compte de taxes de l'ordre de 6,3 % en 2017. Ceci représente une augmentation de plus de 3,2 % vis-à-vis le scénario présenté dans le cadre financier.
- Afin d'obtenir la même augmentation moyenne de 3,1 %, une utilisation d'un surplus de l'ordre de 390 000 \$ en 2017 et de 130 000 \$ en 2018 est nécessaire.
 - Avec les stratégies mises de l'avant (gel des dépenses, réduction des dépenses non récurrentes, nouvelles constructions, etc.), nous croyons qu'il serait plus prudent de réduire les investissements prévus pour 2016.

Croissance de la dette

- Le pourcentage de service de la dette croît en moyenne de 18,1 % par année vs 16,8 % ;
- Le pourcentage de service de la dette à l'ensemble croît en moyenne de 10,6 % vs 8,4 % ;
- Pour 2018, l'écart est de près de 2 % entre les scénarios.

Annexe B

R.E
22/10/13 dépôt

2 227 000 \$

Date d'émission: 22 octobre 2013
 Date d'ouverture d'émission: 8 octobre 2013
 Date d'adjudication: 8 octobre 2013
 No. résolution d'adjudication.: 241-13
 Date d'échéance: 22 octobre 2018
 Agent payeur: Valeurs Mobilières Desjardin
 Emprunt: 20 ans
 TAUX MOYEN: 2.7014%

R=Refinancement
 |N= Nouveau financement

REQ.	DESCRIPTION	Type	Duree	Montant financé
619-04	Pavage divers chemins	3 N	15	100 300
647-05	Caserne #3 et CCHG	4 N	20	4 400
649-05	Glissières sécurité et abis combat	3 N	10	3 100
667-06	Pavage	3 N	5	64 300
692-07	Divers projets financés sur 5 ans	8 N	10	10 200
740-09	PPU Centre Village	10 N	5	18 700
743-09	Travaux de voirie	3 N	10	107 300
745-09	Travaux de voirie	3 N	20	156 500
747-09	Divers travaux	4 N	10	9 600
757-10	Travaux de voirie	3 N	10	103 000
758-10	Bollards et ponceaux	3 N	5	7 100
759-10	Drainage garage municipal	4 N	10	25 200
787-11	Travaux de voirie	3 N	10	86 400
788-11	Travaux de voirie	3 N	15	175 100
789-11	Système d'alarme, caméra surveillance	4 N	5	9 900
790-11	Planteur poteaux	8 N	10	62 400
791-11	Équipement combat incendie	10 N	5	23 700
813-12	Travaux de voirie	3 N	20	99 700
814-12	Travaux de voirie	3 N	5	450 100
816-12	Nacelle	8 N	10	10 200
818-12	Pompe portative	8 N	5	14 300
820-12	Compresseur à air (incendie)	8 N	5	35 500
851-13	Travaux de voirie	3 N	20	400 000
853-13	Traitement surface 2013 divers chemins	3 N	5	250 000
Total nouveau financement				2 227 000

CALCUL POUR RGT	
capital	Intérêts
5 000.00 \$	4 000.00 \$
100.00 \$	100.00 \$
300.00 \$	100.00 \$
11 900.00 \$	2 500.00 \$
800.00 \$	408.00 \$
3 500.00 \$	750.00 \$
8 900.00 \$	4 000.00 \$
5 300.00 \$	6 200.00 \$
800.00 \$	380.00 \$
8 600.00 \$	400.00 \$
1 300.00 \$	275.00 \$
2 100.00 \$	1 008.00 \$
7 200.00 \$	3 456.00 \$
8 700.00 \$	7 004.00 \$
1 800.00 \$	396.00 \$
5 200.00 \$	2 496.00 \$
4 400.00 \$	948.00 \$
3 300.00 \$	3 988.00 \$
83 100.00 \$	18 004.00 \$
800.00 \$	108.00 \$
2 600.00 \$	572.00 \$
6 600.00 \$	1 420.00 \$
13 400.00 \$	16 000.00 \$
46 200.00 \$	10 000.00 \$

Total nouveau financement 2 227 000

Total du financement 2 227 000 \$

Frais de financement 02-919-00-894 44 540.00 \$

231 900.00 \$ 84 813.00 \$

1 995 100.00 \$

Type :

- 1 Infrastructures, eau potable
- 2 Infrastructures, Eaux usées
- 3 Infrastructures, Chemin, rues, routes, etc
- 4 bâtiments
- 5 Améliorations locales
- 6 Véhicules
- 7 ameublement et équipement de bureau
- 8 Machinerie, outillage et équipement divers
- 9 Terrains
- 10 Autres
- 11 Immobilisations en cours

R.E. 815-12 212000⁺ Carim 10 rues
 R.E. 791-11 5500⁺ Equip. incendie

2 444 500⁺